

Le 25 février 2020

REPONSE DU GIMELEC A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE EN DATE DU 30 JANVIER 2020 SUR LA MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF D'EXPERIMENTATION PREVU PAR LA LOI RELATIVE A L'ENERGIE ET AU CLIMAT

Le GIMELEC salue l'initiative de la Commission de Régulation de l'Energie concernant la consultation relative à la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat. Il paraît essentiel que l'objectif de celui-ci soit d'identifier et de lever les obstacles législatifs et réglementaires rencontrés par les acteurs économiques afin de favoriser l'innovation et l'expression sur le marché des nouveaux modèles en cours d'expression.

Ceci fait l'objet d'une attente des industriels de la filière électronique, représentés par le GIMELEC, qui conçoivent et déploient les technologies ainsi que les services pour le pilotage optimisé et sécurisé des infrastructures énergétiques et numériques, de l'industrie, des bâtiments et de l'électromobilité.

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Au vu de la nature des projets envisagés portant, notamment sur l'optimisation des réseaux, un critère au moins paraît complexe à remplir pour le pilote d'une expérimentation sur un site : celui de la preuve du bénéfice pour la collectivité à long terme.

En effet :

- c'est bien l'objet de l'expérimentation que de faire cette preuve (valable sur un seul cas particulier), et d'affiner le modèle d'affaire.
- la valeur provient généralement dans ce type de projet d'une modification des stratégies de renforcement et de conduite des réseaux, qui sont seules à la main des opérateurs en monopole et ne peuvent faire l'objet de spéculations fiables de la part des porteurs de projets au regard de la variété des critères à prendre en compte. D'autant que le pilotage des flexibilités ne peut s'improviser, ni du côté des porteurs de projets, ni du côté des gestionnaires de réseaux.

Il est donc suggéré, non pas de supprimer ce critère essentiel, mais de dédier certains guichets thématiques à des sujets qui impliquent nécessairement les opérateurs de réseaux, afin de leur permettre de proposer des dispositifs dérogatoires pouvant être testés mais également chiffrer le bénéfice à long terme pour la collectivité.

Dans de tels guichets, les porteurs de projets pourraient proposer à la fois (1) plusieurs implémentations terrains différentes et (2) une variété de dérogations afin d'enrichir la représentativité du panel des expérimentations menées.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Un raisonnement d'ouverture de guichet par thématique est important pour permettre d'évaluer, sur plusieurs projets, les bénéfices des technologies ou services innovants.

Les thématiques pourraient faire l'objet d'une consultation préalable pour affiner les variantes de dérogations envisagées et correspondre, in fine, aux besoins des acteurs industriels (flexibilité, stockage, autoconsommation, raccordement à qualité de service renforcé, etc.). Un tel dispositif faciliterait le suivi d'expérimentations par thématique et une visibilité pour le législateur afin d'envisager une évolution réglementaire.

Les projets d'expérimentation pourraient également, quand cela se justifie, être portés par les opérateurs de réseaux eux-mêmes dans la phase opérationnelle, en proposant par exemple un nombre maximum d'expérimentation par guichet (exemple : test de 20 offres de raccordement intelligentes) en alternative à des renforcements prévus. L'opération ayant fait l'objet d'une validation en avance par la CRE pour la dérogation.

La CRE envisage une durée moyenne de 18 mois (renouvelable une fois à la fin de la première période), or celle-ci est bien en deçà des quatre ans offerts par le cadre législatif. Ce choix de période d'expérimentation ne doit pas porter préjudice à des projets ambitieux concourant à la transition énergétique. Par ailleurs, la conduite des projets, que cela soit lors du stade de l'évaluation des projets à l'expérimentation terrain, doit se faire dans le respect du secret des affaires et de la propriété intellectuelle.

Ces deux dimensions importantes doivent ainsi faire l'objet d'une négociation préalable au moment de l'élaboration du projet d'expérimentation pour trouver le dispositif idoine à l'ensemble des parties prenantes.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Le GIMELEC n'a pas de remarque à ce stade.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

La CRE pilote de ce dispositif d'expérimentation, doit faciliter une démarche collaborative dans l'appréhension des projets d'expérimentation pour que ceux-ci s'élaborent au fil des interactions afin de mieux appréhender les besoins des territoires et des acteurs industriels en matière de stimulation de l'innovation.

Elle est donc garant du bon déroulement du « bac à sable réglementaire » en fixant, après consultation, la thématique du guichet tout en prenant les spécificités des projets (durée de la dérogation au cas par cas) afin de garder le dispositif suffisamment flexible pour permettre aux acteurs industriels de proposer des services et technologies innovants en faveur de la transition énergétique.